



Conseil économique et social

Distr. générale
10 mai 2012
Français
Original : anglais

Session de fond

New York, 2-27 juillet 2012

Point 2 de l'ordre du jour provisoire*

Débat de haut niveau

Situation et perspectives de l'économie mondiale à la mi-2012**

Résumé

Malgré quelques signes d'amélioration, la situation et les perspectives de l'économie mondiale restent préoccupantes. Après un ralentissement prononcé au cours de l'année 2011, la plupart des régions devraient progresser faiblement compte tenu de leur potentiel et la croissance économique mondiale demeurer modeste en 2012. La crise de l'emploi se poursuit sur fond de croissance morose : à l'échelle mondiale le taux de chômage demeure supérieur à son niveau d'avant la crise et la situation se détériore rapidement dans la zone euro. Grands sont les risques d'un déclin mondial. La crise de la dette souveraine dans la zone euro représente la menace la plus grave pour l'économie mondiale. Une aggravation de la crise pourrait affoler les marchés financiers et renforcer l'aversion au risque à l'échelle planétaire, avec comme conséquence possible un ralentissement de l'activité économique dans les pays développés, qui frapperait ensuite les pays en développement et les économies en transition. Une nouvelle hausse marquée des prix de l'énergie pourrait également asphyxier la croissance mondiale. Pour mettre un terme au cercle vicieux associant, dans les économies développées, le désendettement, la hausse du chômage, l'austérité budgétaire et la fragilité du secteur financier, des politiques nationales et internationales concertées s'imposent sur plusieurs fronts. Il faut en effet abandonner les politiques d'austérité budgétaire au profit de stratégies anticycliques visant à créer des emplois; celles-ci devraient être mieux coordonnées entre les principales puissances économiques et conjuguées à la poursuite des politiques monétaires expansionnistes dans les pays développés, à l'accélération des réformes du secteur financier et à une aide au développement accrue en faveur des pays à faible revenu.

* E/2012/100.

** Le présent document met à jour le rapport intitulé *Situation et perspectives de l'économie mondiale, 2012 (Economic Situation and Prospects 2012*, publication des Nations Unies, numéro de vente : E.12.II.C.2), paru en janvier 2012.



Tendances macroéconomiques mondiales

Ralentissement de la croissance mondiale et graves menaces à l'horizon

1. Malgré de rares signes d'amélioration au cours des derniers mois, la situation et les perspectives de l'économie mondiale restent préoccupantes. Après un ralentissement prononcé au cours de l'année 2011, la plupart des régions progressent faiblement compte tenu de leur potentiel et la croissance économique mondiale devrait rester modeste en 2012. Après une croissance de 2,7 % du produit mondial brut (PMB) en 2011, on doit tabler, selon le scénario de base, sur une croissance de 2,5 % en 2012 et de 3,1 % en 2013 (voir tableau 1), soit une légère diminution par rapport aux prévisions publiées au mois de janvier dans *Situation et perspectives de l'économie mondiale*. Le déclin de l'économie mondiale risque fort de se poursuivre.

2. La plupart des pays développés essaient toujours de se relever des effets de la crise financière. Mais ils sont confrontés à quatre grands problèmes qui s'aggravent mutuellement et empêchent toute reprise solide de l'économie. Tout d'abord, le processus de désendettement des banques, des entreprises et des ménages perturbe le flux normal du crédit ainsi que la demande en matière de consommation et d'investissements. En second lieu, le chômage, qui est à la fois une cause et une conséquence de l'absence de reprise économique, reste important. Troisièmement, les mesures d'austérité budgétaire visant à endiguer la dette publique ne font que freiner la croissance économique, ce qui complique encore davantage le retour à un degré d'endettement tolérable. Quatrièmement, les risques liés à la dette souveraine accumulés par les banques et la faiblesse de l'économie entretiennent la fragilité du secteur financier, à laquelle on tente de répondre par la poursuite des efforts de désendettement.

3. Les pays développés, en particulier en Europe, ont du mal à sortir de ce cercle vicieux. Même en cas de confirmation du scénario de base, selon lequel il est possible d'éviter l'aggravation et la contagion de la crise de la dette dans la zone euro, l'activité économique de l'Union européenne devrait stagner en 2012. Aux États-Unis et au Japon, où pourtant la croissance de la production est toujours freinée par le désendettement en cours et par l'incertitude politique, les perspectives sont plus encourageantes.

4. Par conséquent, la croissance du commerce mondial qui, de 13,1 % en 2010 était tombée à 6,6 % en 2011, n'atteindra que 4,1 % en 2012. Devant la faiblesse de la demande extérieure et l'augmentation des incertitudes à l'échelon mondial, la croissance de la production devrait s'atténuer sensiblement en 2012 dans les pays en développement et les économies en transition, pour atteindre respectivement 5,3 % et 4,0 %. La croissance économique de ces pays devrait par la suite reprendre légèrement, à condition que la demande mondiale se redresse en 2013 et que les menaces de déclin ne se concrétisent pas.

Tableau 1
Croissance de la production mondiale, 2006-2013 (variation annuelle en pourcentage)

	2006-2009 ^a	2010	2011 ^b	2012 ^c	2013 ^c	Variation par rapport aux prévisions de janvier 2012	
						2012	2013
Monde entier	1,8	4,1	2,7	2,5	3,1	-0,1	-0,1
Économies développées	0,3	2,7	1,4	1,2	1,8	-0,1	0,0
États-Unis d'Amérique	0,2	3,0	1,7	2,1	2,3	0,6	0,3
Japon	-0,7	4,4	-0,7	1,7	2,1	-0,3	0,1
Union européenne	0,6	2,0	1,6	0,0	1,2	-0,7	-0,4
Europe des Quinze	0,4	2,0	1,4	-0,1	1,1	-0,7	-0,5
Nouveaux membres de l'Union européenne	3,1	2,3	3,0	1,7	2,8	-1,0	-0,2
Zone Euro	0,5	1,9	1,5	-0,3	0,9	-0,7	-0,3
Autres pays européens	1,4	1,7	1,8	1,1	1,3	0,0	-0,3
Autres pays développés	1,5	2,8	2,3	2,3	2,6	0,2	0,2
Économies en transition	3,7	4,1	4,5	4,0	4,2	0,1	0,1
Europe du Sud-Est	2,8	0,5	1,0	0,6	1,8	-1,7	-1,4
Communauté des États indépendants et Géorgie	3,8	4,5	4,8	4,3	4,4	0,3	0,2
Fédération de Russie	3,3	4,0	4,3	4,4	4,4	0,5	0,4
Économies en développement	5,8	7,5	5,9	5,3	5,8	-0,2	-0,1
Afrique	4,7	4,6	2,1	4,2	4,8	-0,8	-0,3
Afrique du Nord	4,5	4,0	-2,3	4,4	4,4	-0,3	-1,1
Afrique subsaharienne	4,8	4,9	4,2	4,1	5,0	-1,1	0,0
Nigéria	4,3	7,8	7,3	6,3	6,8	-0,5	-0,2
Afrique du Sud	3,2	2,9	3,1	2,8	3,5	-0,9	0,0
Autres	6,2	5,4	3,8	4,2	5,4	-1,6	0,0
Asie de l'Est et Asie du Sud	7,6	8,8	6,9	6,3	6,8	-0,5	-0,1
Asie de l'Est	7,7	9,2	7,1	6,5	6,9	-0,3	0,0
Chine	11,4	10,4	9,2	8,3	8,5	-0,4	0,0
Asie du Sud	7,2	7,1	6,1	5,6	6,1	-1,1	-0,8
Inde	8,4	8,9	7,1	6,7	7,2	-1,0	-0,7
Asie de l'Ouest	3,5	6,2	6,9	4,0	4,4	0,2	0,1
Amérique latine et Caraïbes	3,2	6,0	4,3	3,7	4,2	0,4	0,0
Amérique du Sud	4,2	6,4	4,5	3,8	4,4	0,3	-0,1
Brésil	3,6	7,5	2,7	3,3	4,5	0,6	0,7
Mexique et Amérique centrale	1,1	5,6	4,1	3,4	3,9	0,8	0,3
Mexique	0,8	5,8	4,0	3,4	3,9	0,9	0,3
Caraïbes	5,2	3,4	2,5	3,3	4,0	-0,2	-0,2
Pays les moins avancés	7,4	5,8	4,0	4,1	5,7	-1,9	0,0

	2006-2009 ^a	2010	2011 ^b	2012 ^c	2013 ^c	Variation par rapport aux prévisions de janvier 2012	
						2012	2013
<i>Pour mémoire</i>							
Commerce mondial ^d	2,2	13,1	6,6	4,1	5,5	-0,3	-0,2
Croissance de la production mondiale pondérée par les parités de pouvoir d'achat	3,0	5,0	3,7	3,4	4,0	-0,2	-0,1

Source : Département des affaires économiques et sociales de l'ONU.

^a Variation moyenne en pourcentage.

^b Estimation partielle.

^c Prévisions reposant en partie sur le projet LINK.

^d Comprend les biens et services.

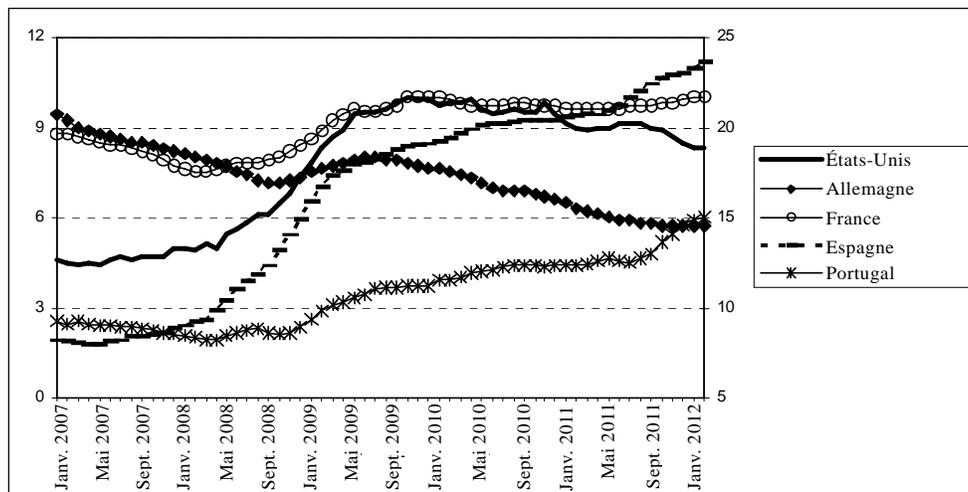
Persistance de la crise de l'emploi

5. La reprise de l'emploi dans le monde reste la principale préoccupation. Malgré de légères améliorations dans quelques pays après la relance de l'économie en 2010, le ralentissement marqué de la croissance mondiale au cours de l'année 2011 a porté obstacle à la création d'emplois. Le taux d'emploi de la population active demeure en-dessous de son niveau de 2007 dans toutes les grandes économies, à l'exception de l'Allemagne, du Brésil et de la Chine. À la fin de 2011, il aurait fallu créer 48 millions d'emplois supplémentaires pour atteindre les niveaux d'avant la crise. Dans la plupart des pays développés l'emploi était inférieur en 2011 à son niveau de 2007, avec un déficit de plus de 12 millions d'emplois. Dans de nombreux pays, cette situation se traduit par un taux de chômage élevé en augmentation constante (voir fig. I). Aux États-Unis, malgré de récentes améliorations, le chômage dépasse toujours les 8 %, soit bien plus qu'avant la crise. Dans presque tous les pays européens à l'exception de l'Allemagne et de l'Autriche, les taux de chômage étaient supérieurs à la fin de l'année 2011 à leur niveau de 2007. Le taux de chômage pour l'ensemble de la zone euro a atteint en mars 2012 le niveau historique de 10,9 %, soit un point de plus qu'un an auparavant. Il a atteint des sommets inquiétants dans les pays de la zone euro lourdement endettés : 24,1 % en Espagne en mars 2012 (contre un taux moyen de 8,6 % en 2007), 21,7 % en Grèce (contre 8 %), 13,5 % au Portugal (contre 8,5 %) et 14,5 % en Irlande (contre 5 %). Le chômage de longue durée continue en outre à augmenter dans beaucoup de pays développés : dans la moitié d'entre eux, il frappe 40 % des chômeurs. D'autre part, la part du chômage de longue durée a pris beaucoup d'ampleur aux États-Unis, au Royaume-Uni et dans les pays de la zone euro lourdement endettés¹. Le chômage des jeunes, qui s'est lui aussi fortement aggravé, a atteint un niveau spectaculaire en Espagne où plus de la moitié des jeunes adultes sont à la recherche d'un travail.

¹ Organisation internationale du Travail, *Rapport sur le travail dans le monde 2012*, p. 2 à 4.

Figure I
Taux de chômage dans certains pays développés
janvier 2007-février 2012

(En pourcentage de la population active, corrigé des variations saisonnières)



Source : Principaux indicateurs économiques OCDE-EUROSTAT.

6. En revanche, dans les pays en développement, l'emploi a de manière générale rebondi plus fortement qu'ailleurs. Étant donné le ralentissement de la croissance dans les principales économies en développement, il n'est cependant pas certain que ces progrès se confirment. À la fin de l'année 2011, contrairement à la situation en 2007, de nombreux pays d'Asie du Sud (parmi lesquels de grands pays comme l'Inde), d'Asie de l'Ouest (notamment ceux qui souffrent d'instabilité politique), d'Afrique (comme l'Afrique du Sud) et d'Amérique latine (y compris le Mexique et le Venezuela), étaient confrontés à d'importants déficits d'emplois. En Asie de l'Est comme en Amérique latine la création d'emplois a ralenti. Au Brésil, le chômage a augmenté au premier trimestre de 2012, mais reste cependant inférieur à ce qu'il était il y a un an. La persistance de taux élevés de sous-emploi, l'emploi vulnérable, les bas salaires et l'absence de protection sociale l'emportent dans la plupart des pays, mais l'emploi à temps partiel non souhaité semble être relativement moins fréquent en Amérique latine et en Asie de l'Est.

Le prix des produits de base autre que le pétrole devrait baisser, mais le cours du pétrole restera élevé

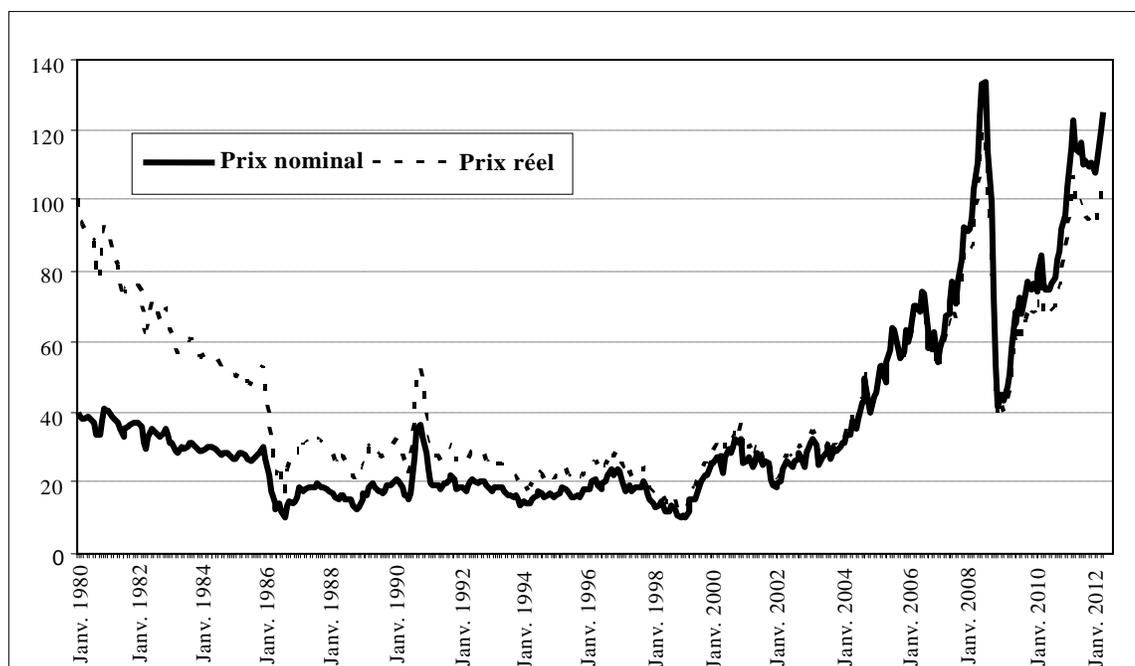
7. Les prix sur le marché mondial des matières premières ont accusé une baisse marquée au deuxième semestre de 2011 mais sont remontés au début de 2012, en particulier pour ce qui est du pétrole. Après une augmentation de 40 % qui a porté le prix annuel moyen du baril à son maximum historique (111 dollars) en 2011, le cours du baril de pétrole brut (Brent) a encore augmenté pour s'établir autour de 120 dollars en avril 2012 (fig. II). Cette envolée s'explique par les embargos imposés par l'Union européenne et les États-Unis sur les importations de pétrole en

provenance de la République arabe syrienne et de la République islamique d'Iran², ainsi que par les craintes d'une escalade des tensions géopolitiques dans la région. Selon le scénario de base, à supposer que la situation ne s'aggrave pas, le prix moyen du baril de Brent devrait tourner autour de 110 dollars en 2012 et de 100 dollars en 2013. Les cours des métaux devraient se modérer légèrement en 2012 par suite d'un ralentissement de la production industrielle en Chine et de la récession dans la zone euro. Le prix des denrées alimentaires n'est plus au sommet atteint en 2011, mais reste élevé. La situation devrait encore s'améliorer pendant le deuxième semestre de 2012 et en 2013.

8. Ces tendances devraient provoquer une nouvelle atténuation de l'inflation à l'échelle mondiale. La volatilité du prix des produits de base continuera de poser problème tant pour les pays importateurs que pour les pays exportateurs. Les facteurs géopolitiques risquent de faire encore grimper les prix du pétrole, ce qui assombrirait un peu plus les perspectives de l'économie mondiale (voir ci-dessous).

Figure II
Prix du baril de Brent : janvier 1980-mars 2012

(En dollars des États-Unis; prix réel = prix nominal corrigé de l'indice des prix à la consommation aux États-Unis)



Source : Statistiques financières internationales du Fonds monétaire international.

² Voir les décisions 2011/522/CFSP, du 2 septembre 2011, et 2012/35/CFSP, du 23 janvier 2012 pour les embargos décrétés par l'Union européenne sur les importations de pétrole syrien et iranien, et les décrets 13582, du 18 août 2011, et 12959, du 6 mai 1995, pour ceux prononcés par les États-Unis.

Flux de capitaux internationaux : le calme avant la tempête?

9. Après une grande période de troubles en 2011, les marchés des capitaux mondiaux ont retrouvé une certaine stabilité au début de 2012 après que les craintes d'une escalade de la crise dans la zone euro et d'un atterrissage brutal de l'économie chinoise se sont atténuées (du moins temporairement) et que les perspectives de croissance aux États-Unis se sont améliorées. Pendant le premier trimestre de 2012, la plupart des économies émergentes ont bénéficié d'une moindre volatilité des flux de capitaux privés et d'une plus grande stabilité des taux de change et elles ont pu enregistrer des gains modestes sur les marchés financiers. Pour l'ensemble de l'année 2012, le montant total net des flux de capitaux privés à destination des pays émergents devrait être positif, quoique quelque peu inférieur aux niveaux atteints en 2011.

10. À l'heure actuelle, la situation est très différente de ce qu'elle était au deuxième semestre de 2011, lorsque les troubles dans la zone euro avaient, par effet de contagion, provoqué un effondrement soudain des flux de capitaux à destination des économies émergentes et des pays en développement. Dans un effort pour consolider leurs bilans, les banques, en particulier les banques européennes, ont réduit leur exposition à ces marchés, ce qui s'est soldé par une augmentation des coûts du crédit, une chute du prix des actifs et une dépréciation de la monnaie dans de nombreux pays émergents et pays en développement.

11. Toutefois, le retour au calme pourrait n'être qu'apparent et la situation peut aisément se dégrader. Compliquant toute politique macroéconomique efficace, les flux de capitaux à destination de ces pays continueront sans doute d'être volatiles, sous l'effet de facteurs contradictoires. D'un côté, les écarts significatifs de croissance et de taux d'intérêt entre pays émergents et pays développés auront pour conséquence d'augmenter les flux de capitaux à destination des marchés émergents. De l'autre, le processus de désendettement des banques européennes risque de donner lieu à des ajustements brutaux de leurs bilans, qui pourraient s'accompagner de retraits massifs de capitaux des marchés émergents.

12. Les gouvernements des pays émergents et des autres pays en développement devront donc renforcer leurs mesures réglementaires et dispositifs de protection face à la volatilité continue des flux de capitaux. Les importantes positions de réserve dont ils bénéficiaient et les mesures de réglementation du compte de capital leur ont permis de sortir relativement indemnes de la tempête financière de la deuxième moitié de 2011 : les banques ont survécu et le recul marqué des flux de capitaux n'a pas trop nui à l'activité économique.

Atténuation de la volatilité des marchés monétaires

13. La volatilité des marchés monétaires internationaux s'est aussi atténuée au début de 2012, après d'importantes fluctuations des taux de change en 2011. Pendant le premier trimestre de 2012, les principales devises se sont échangées dans des fourchettes relativement étroites, avec un taux de change euro-dollar tournant autour des 1,32. L'évolution de la perception des risques, en fonction des tendances à l'œuvre en ce qui concerne les soldes budgétaires et la croissance de la production, devrait faire fluctuer la valeur de l'euro par rapport au dollar à court terme. Le yen japonais, qui a atteint un niveau historiquement haut par rapport aux autres grandes devises en 2011, s'est considérablement déprécié au début de 2012 après que la Banque du Japon a fixé comme objectif un taux d'inflation de 1 % et qu'elle a

étendu son programme d'achat d'actifs. Par ailleurs, l'appréciation progressive du yuan par rapport au dollar s'est interrompue, du moins temporairement, avec un taux de change du dollar contre le yuan avoisinant les 6,30 depuis janvier 2012. Le real brésilien s'est considérablement affaibli par rapport aux grandes devises ces derniers mois après que le Gouvernement brésilien a pris des mesures pour éviter qu'il ne s'apprécie davantage.

Perspectives régionales

Pays développés

14. Aux États-Unis, l'année 2012 a bien débuté pour l'économie. Les créations d'emploi ont été supérieures aux prévisions, les indices boursiers ont progressé de manière solide, les conditions de crédit se sont nettement améliorées et la confiance et la consommation se sont largement améliorées. On prévoit une croissance de l'activité économique de 2,1 % en 2012 et de 2,3 % en 2013, ce qui est légèrement mieux que ce qui était prévu dans les dernières estimations et supérieur au taux de 1,7 % enregistré en 2011. Mais les problèmes sont encore nombreux. Malgré une baisse du taux d'activité, le taux de chômage reste bien plus important qu'avant la crise et, en avril, le nombre de créations d'emploi est de nouveau retombé en deçà du niveau nécessaire pour absorber l'accroissement naturel de la main-d'œuvre. Le nombre de travailleurs à la recherche d'un emploi depuis plus de six mois continue d'augmenter. Les mauvaises conditions dans le secteur de l'emploi et l'atonie continue de marché immobilier et les risques de saisie découragent la consommation. Avec l'abandon progressif des mesures de stimulation budgétaire prises pendant la crise, les dépenses publiques ont diminué, freinant la croissance de la production. La prochaine élection présidentielle laisse planer l'incertitude sur les politiques budgétaires futures et brouille l'ensemble des perspectives économiques.

15. Au Japon, l'économie devrait repartir lentement pendant la période considérée. Le produit intérieur brut a diminué de 0,7 % en 2011, mais l'activité économique devrait connaître une croissance de 1,7 % en 2012 et de 2,1 % en 2013. Le relèvement du pays après le tremblement de terre et le tsunami de mars 2011 a été entravé par les ruptures dans la chaîne d'approvisionnement qui ont été provoquées au quatrième trimestre par les inondations en Thaïlande, fournisseur important de produits manufacturés. La croissance du PIB d'un trimestre à l'autre a diminué de 0,7 % au dernier trimestre de 2011, inversion majeure de tendance après le taux de croissance de 7,1 % enregistré au troisième trimestre. En 2012, la croissance de la consommation des ménages devrait rester modérée en raison des maigres augmentations de salaire. Les travaux de reconstruction devraient provoquer une augmentation des investissements, mais ce phénomène sera en partie compensé par la réduction des dépenses gouvernementales et les augmentations d'impôt dans l'objectif de combler l'important déficit budgétaire et de réduire l'énorme dette publique au Japon. Comme en 2011, la chute des exportations nettes freinera la croissance du produit intérieur brut, les importations de pétrole augmenteront encore compte tenu de la nécessité de trouver des énergies de remplacement dans le contexte de la stratégie de sortie du nucléaire.

16. Le relèvement de l'Europe occidentale s'est interrompu au quatrième trimestre de 2011, le produit intérieur brut accusant un déclin marqué dans la plupart des pays. En 2012, le produit intérieur brut devrait diminuer de 0,3 %, après avoir

augmenté de 1,5 % en 2011. On attend une reprise modeste de 0,9 % pour 2013. Cette détérioration s'explique essentiellement par l'impact de la crise de la zone euro, ainsi que par un ralentissement de la demande internationale et le prix élevé de l'énergie. La crise de la dette a donné lieu à l'adoption de programmes d'austérité budgétaire de plus en plus drastiques dans les pays touchés par la crise et a miné la confiance des consommateurs et des entreprises dans la région. Au début de 2012, plusieurs interventions massives de la Banque centrale européenne, l'accord conclu par les chefs d'État de l'Union européenne concernant la mise en place d'une nouvelle architecture fiscale et la réduction de la dette grecque ont quelque peu rassuré les marchés financiers. Néanmoins, les perspectives pour l'avenir sont pessimistes et les projections de croissance ont été revues à la baisse par rapport aux chiffres donnés dans le rapport *Situations et perspectives de l'économie mondiale*, 2012. Le processus de désendettement, la faiblesse et la vulnérabilité du système bancaire, la diminution de la demande extérieure, le chômage élevé, le resserrement fiscal et les prix élevés du pétrole limitent les perspectives de croissance. Mais ce tableau d'ensemble masque d'importantes différences dans la région. L'Allemagne devrait par exemple connaître une croissance de 1,0 % en 2012, tandis que les pays touchés par la crise resteront enlisés dans la récession. Les piètres résultats obtenus en termes de croissance ont conduit à une hausse significative du chômage, comme indiqué plus haut. Dans la zone euro, le taux de chômage moyen devrait augmenter et passer de 10,2 % en 2011 à 11,1 % en 2012 et demeurer à un niveau élevé, de 11,0 %, en 2013. De nouveau, on observe des écarts régionaux significatifs : le chômage est élevé et en augmentation dans les pays touchés par la crise mais beaucoup plus bas et plus stable (voire même en déclin) dans d'autres pays.

17. La reprise dans les États d'Europe centrale et orientale qui sont de nouveaux membres de l'Union européenne devrait être beaucoup plus lente en 2012 compte tenu de la faiblesse de leurs principaux marchés à l'exportation et des effets des politiques d'austérité budgétaire. La croissance du PIB devrait ralentir et passer de 3 % en moyenne en 2011 à juste 1,7 % en 2012, avant de repartir et de s'établir à 2,8 % en 2013. Certains pays, comme la Hongrie, risquent de sombrer de nouveau dans la récession. Comme son économie est moins tributaire des exportations, la Pologne pourrait éviter un ralentissement marqué. La demande intérieure ne saurait porter la croissance en 2012 en raison du resserrement budgétaire, de la faiblesse des marchés financiers, de l'endettement du secteur privé et de la stagnation des flux de crédit. La confiance des consommateurs demeure fragile dans la mesure où les mesures d'austérité budgétaire englobent des réductions de salaires et des suppressions d'emploi dans le secteur public. Toute amélioration de la situation dans le domaine de l'emploi sera freinée par la lenteur de la croissance. Le taux d'inflation dans les nouveaux États de l'Union européenne devrait baisser en 2012, à mesure que s'amointront les pressions liées à l'augmentation des prix du pétrole et des denrées alimentaires dans le monde et à la hausse de la TVA. Les nouveaux États membres de l'Union européenne ne disposent que d'un volant de sécurité budgétaire étroit et ils restent vulnérables face au risque d'un désendettement massif des banques mères de l'Union européenne des Quinze si la crise de l'euro s'aggravait.

Économies en transition

18. Après une croissance soutenue en 2011, on devrait assister à un léger ralentissement dans les pays de la Communauté d'États indépendants (CEI) pendant la période considérée. La production devrait augmenter de 4,3 % en moyenne en 2012, contre 4,8 % en 2011. Pour les pays de la région qui sont de gros exportateurs d'énergie, comme la Fédération de Russie et le Kazakhstan, la croissance enregistrée en 2011 s'explique essentiellement par le cours élevé des produits de base, en particulier pour le pétrole et le gaz naturel. La plupart des autres pays de la CEI, notamment ceux d'Asie centrale, ont eux aussi bénéficié du cours élevé des produits de base et leur croissance a encore été renforcée par les dépenses dans les infrastructures publiques et les transferts de fonds des travailleurs migrants. Une forte production agricole a aussi contribué à la croissance dans l'ensemble de la CEI. D'après les prévisions pour 2012, si le prix du pétrole reste à son niveau actuel, le taux de croissance devrait être d'environ 4 % en Fédération de Russie. Toutefois, en 2011, la Fédération de Russie a subi des sorties de capitaux d'un niveau sans précédent, par suite du climat d'incertitude et des craintes des investisseurs. Cette fuite de capitaux s'est poursuivie au début de 2012, venant tempérer les perspectives de croissance. Dans la plupart des autres pays de la CEI, la croissance devrait être modérée par suite de la baisse du cours des produits de base et de l'adoption de politiques d'austérité budgétaire. L'inflation dans les pays de la CEI devrait être jugulée en 2012, après s'être creusée en 2011 sur fond d'augmentation du prix des denrées alimentaires et du carburant, de hausse des salaires et dans certains cas, d'entrées de devises massives. La consommation privée devrait être dopée par la baisse de l'inflation. Plusieurs banques centrales de la CEI ont abaissé leur taux directeurs au début de 2012 en réponse à la baisse du taux d'inflation.

19. Les pays d'Europe du Sud-Est devraient entrer dans une phase de stagnation en 2012, la Croatie risquant pour sa part de retomber dans la récession. L'activité économique en Europe du Sud-Est devrait connaître une croissance de seulement 0,6 % en 2012. La croissance devrait repartir pour atteindre les 1,8 % en 2013 grâce au renforcement de la demande intérieure, et en particulier de l'investissement privé. La région s'est un peu remise en 2011 des conséquences de la crise financière mondiale, grâce à une reprise de la demande de produits de base, de métaux en particulier, une bonne saison sur le plan touristique et une reprise modeste des envois de fonds des travailleurs migrants. La croissance de la production manufacturière et le bâtiment ont marqué le pas à la fin de 2011 et au début de 2012 par suite d'une demande intérieure inférieure aux prévisions et d'un hiver rigoureux. En 2012, dans un contexte de morosité économique en Europe, la croissance des exportations restera lente, en particulier au regard des liens commerciaux importants entre les pays de la région et la Grèce et l'Italie. Par ailleurs, les conditions difficiles sur le marché de l'emploi, la baisse des salaires dans le secteur public, la rigueur budgétaire, la croissance molle du crédit et l'endettement du secteur privé continuent de freiner la consommation intérieure et les investissements, même si l'accroissement des investissements publics dans l'infrastructure et l'énergie, avec l'aide de l'Union européenne et au moyen d'autres ressources internationales, devrait faire contrepoids. Pour 2012, on prévoit une inflation basse à un chiffre dans la plupart des pays de la région. Ceux-ci continueront de dépendre des financements extérieurs et la présence importante des banques grecques dans certains d'entre eux risque de provoquer des sorties de capitaux. Un déclin abrupt des transferts de

fonds, provoqué par une aggravation de la crise dans l'Union européenne, pèserait par ailleurs lourdement sur la consommation privée.

Pays en développement

20. La croissance économique restera soutenue en Afrique pendant la prochaine période, mais légèrement en deçà des prévisions données dans le rapport *Situations et perspectives de l'économie mondiale*, 2012. Le PIB dans la région devrait augmenter de 4,2 % en 2012 et de 4,8 % en 2013, ce qui représente une révision à la baisse de 0,8 et 0,3 point de pourcentage respectivement par rapport aux prévisions précédentes. Le climat mondial d'incertitude économique découlant du ralentissement observé en Europe et ailleurs aura des répercussions sur les exportations et sur la prudence dont les investisseurs feront preuve, en particulier dans les secteurs de l'infrastructure et des ressources. Par ailleurs, le climat d'instabilité et d'incertitude politiques dans des pays comme la Libye et l'Égypte freine la croissance économique. Le secteur des services reste florissant dans de nombreux pays, dont le Nigéria et le Ghana, où les secteurs des télécommunications et du bâtiment connaissent toujours une solide croissance. La consommation intérieure s'est aussi consolidée dans de nombreux pays de la région. Au Kenya, par exemple, le commerce de détail a augmenté de près de 50 % au cours des six dernières années, et cette tendance devrait se poursuivre. L'investissement public et privé dans les secteurs des ressources naturelles et de l'infrastructure se développera à un rythme rapide dans plusieurs pays. Toutefois, les limites des infrastructures, en particulier s'agissant des capacités de production d'énergie et de raffinement, continuent d'empêcher une croissance et un développement plus rapides dans la plupart des pays de la région. Ceci étant, grâce à l'accroissement des capacités de production, comme en Sierra Leone et, au cours toujours élevé des produits de base, en dépit d'une légère baisse, la région devrait continuer d'enregistrer de solides résultats dans le secteur des ressources. Mais si la baisse du prix des produits de base était plus importante que prévue, il existe un risque important de voir un scénario plus pessimiste se réaliser dans les pays développés. Selon les prévisions, les taux d'inflation devraient être plus modérés, mais rester élevés dans une bonne partie de l'Afrique subsaharienne. L'Éthiopie, le Nigéria, l'Ouganda, la République-Unie de Tanzanie et d'autres pays connaissent une inflation à deux chiffres qui a pour effet de réduire le pouvoir d'achat et par là même la consommation. Outre les fluctuations du cours des produits de base, de nouvelles sécheresses pourraient complètement changer la donne et provoquer de nouveau de graves pénuries alimentaires.

21. La faiblesse de la demande dans les pays développés et le ralentissement de l'économie chinoise devraient peser sur la croissance économique dans l'Asie de l'Est pendant la période considérée. Après être passé de 9,2 % en 2010 à 7,1 % en 2011, le taux de croissance moyen dans la région devrait encore ralentir et s'établir à 6,5 % en 2012. En 2013, le rythme de la croissance devrait être légèrement plus soutenu grâce à la hausse de la demande mondiale, avec une augmentation de 6,9 % du PIB. Le ralentissement de la croissance en Asie de l'Est tient à une moindre demande d'importations de la part des pays développés, à l'incertitude croissante à l'échelle mondiale et aux répercussions du resserrement du crédit dans certains pays de la région, en particulier en Chine. Si le risque de voir l'économie chinoise s'effondrer pendant la période considérée est faible, le taux de croissance diminuera de 9,2 % en 2011 à 8,3 % en 2012. Dans la région, l'affaiblissement de la croissance

des exportations et des investissements devrait être compensée par une forte consommation des ménages et des pouvoirs publics puisque la politique fiscale deviendra légèrement plus expansionniste. La consommation des ménages sera soutenue par des taux d'intérêt toujours bas en termes réels et par l'augmentation des salaires réels. Les marchés du travail dans la région devraient rester assez florissants en dépit d'une croissance plus lente dans le domaine de l'emploi, en particulier dans le secteur manufacturier. Un déclin significatif des prix à la consommation devrait aussi avoir une incidence positive sur la croissance réelle des salaires en 2012. Le ralentissement de l'inflation s'explique essentiellement par une baisse du coût des denrées alimentaires et des produits de base, qui peut être attribué à une amélioration des conditions d'approvisionnement dans la région et à la détérioration du climat économique mondial. Si plusieurs banques centrales, dont la Banque populaire de Chine, ont assoupli les conditions monétaires en réponse au relâchement des pressions inflationnistes et à une croissance intérieure moindre que prévu, on n'attend aucun changement significatif pour le restant de l'année 2012.

22. La croissance économique en Asie du Sud devrait être modérée en 2012 et s'établir à 5,6 % contre 6,1 % en 2011, soit bien en deçà de son niveau record de 2010, de 7,1 %. En 2013, la croissance du PIB à l'échelle régionale devrait de nouveau s'accélérer et atteindre les 6,1 %. Le ralentissement récemment observé s'explique essentiellement par une baisse de la croissance en Inde, où la demande intérieure, et en particulier l'investissement privé, se sont affaiblis par suite du resserrement monétaire agressif et de l'impasse politique. La croissance en Inde devrait être de 6,7 % en 2012, contre 7,1 % en 2011. La plupart des pays d'Asie du Sud continueront de se heurter à des obstacles considérables pour perpétuer leur croissance économique dans un avenir proche. À l'intérieur, la consommation et les investissements sont entravés par le niveau élevé de l'inflation, les politiques macroéconomiques relativement restrictives et d'autres facteurs propres aux pays comme les questions de sécurité et l'incertitude politique. Les conditions extérieures sont aussi devenues plus difficiles. L'atonie économique dans les pays développés, ainsi que la croissance plus faible en Asie de l'Est, auront pour effet de ralentir la croissance des exportations. Par ailleurs, le cours élevé du pétrole grève les balances fiscale et commerciale, tout en empêchant un déclin plus rapide de l'inflation des prix à la consommation dans la région. Comme les années précédentes, la région se caractérisera par de vastes écarts de résultats, la croissance du PIB en 2012 allant de 0,3 % en République islamique d'Iran à 6,9 % à Sri Lanka. En conséquence, on continuera d'observer des tendances très diverses sur le marché du travail. À Sri Lanka, le taux de chômage restera à son niveau le plus bas. Par contre, en République islamique d'Iran et au Pakistan, le chômage et le sous-emploi sont en augmentation, la croissance du PIB n'étant pas suffisamment rapide pour absorber l'accroissement de la main-d'œuvre.

23. La croissance économique en Asie occidentale a connu un ralentissement dans la deuxième moitié de 2011 et au début de 2012 en raison d'une baisse de la demande extérieure et de la modération des dépenses publiques par suite des mesures extraordinaires prises au lendemain du Printemps arabe. La croissance moyenne dans la région devrait donc passer de 6,9 % en 2011 à 4,0 % seulement en 2012 et 4,4 % en 2013. En raison du cours toujours élevé du pétrole, on continuera toutefois d'observer une croissance à double vitesse entre pays exportateurs et pays importateurs de pétrole. Les pays exportateurs de pétrole bénéficient largement de l'augmentation du cours du pétrole. Grâce à des revenus à l'exportation et des

recettes publiques exceptionnels, les pays exportateurs de pétrole ont pu augmenter les dépenses publiques et doper la consommation des ménages sans procéder à des réformes politiques. Les pays importateurs de pétrole ont en revanche vu le coût de leurs importations se creuser en même temps qu'une détérioration du niveau de leurs exportations, facteurs qui ont commencé de peser sur la demande intérieure. Le ralentissement récemment observé en Israël et en Turquie pourrait donc se prolonger pendant le second semestre de 2012 si l'activité économique ne reprend pas sur leurs principaux marchés d'exportation. Par ailleurs, les affrontements violents qui se poursuivent en République arabe syrienne ont des conséquences sur son activité économique, mais aussi sur celle des pays voisins. En réponse aux troubles politiques survenus en 2011, les dirigeants arabes ont eu recours comme jamais par le passé aux politiques fiscales pour améliorer l'emploi dans le secteur public et rehausser les salaires, ainsi que pour élargir l'accès aux logements à bon marché. Si ces mesures ont permis de restaurer la stabilité et de promouvoir la croissance dans plusieurs des pays arabes, mais pas tous, à court terme, les citoyens ont tendance à les considérer comme un droit, ce qui pourrait donner lieu à une augmentation plus permanente des dépenses publiques et risque de se solder par des déficits fiscaux plus structurels. C'est la raison pour laquelle les pays exportateurs de pétrole voudraient que le prix du baril reste entre 70 et 100 dollars, ce qui leur permettrait d'équilibrer leurs budgets gouvernementaux. Pour l'instant, les mesures susmentionnées ne se sont pas accompagnées de pressions inflationnistes, et celles-ci se sont même amoindries dans l'ensemble de la région, à l'exception de la Turquie.

24. La croissance économique en Amérique latine et dans les Caraïbes devrait décélérer et passer de 4,3 % en 2011 à 3,7 % en 2012, avant de repartir pour s'établir à 4,2 % en 2013. Dans de nombreux pays, la suppression progressive des mesures fiscales et monétaires de stimulus a freiné la croissance de la demande intérieure. Les exportations en provenance du Mexique et des Caraïbes ont augmenté plus rapidement que prévu grâce à l'amélioration de la croissance économique aux États-Unis vers la fin de 2011. Mais au Mexique, l'ensemble de l'activité économique devrait s'essouffler et passer à 3,4 % en 2012. Après avoir été à la traîne des autres pays de la région pour ce qui est de la reprise de la production, les économies des Caraïbes devraient bénéficier d'une légère accélération de la croissance de leur PIB, qui passerait de 2,5 % en 2011 à 3,3 % en 2012 et 4,0 % en 2013. Une croissance quelque peu plus soutenue aux États-Unis devrait entraîner une augmentation de la demande dans le tourisme et les secteurs d'exportations, ainsi qu'un plus grand volume de transferts de fonds. Mais la possibilité d'avoir recours à des politiques fiscales pour améliorer la situation reste limitée compte tenu des niveaux élevés de la dette publique. La croissance économique devrait progressivement reprendre au Brésil en 2012 et 2013, l'investissement privé étant dopé par les mesures d'assouplissement monétaire et l'augmentation des dépenses publiques. La chute de la production industrielle et les pressions à la hausse sur le real ont amené le Gouvernement brésilien à réglementer davantage le compte de capital et à mettre en place de nouvelles incitations fiscales pour relancer l'activité industrielle. Après une période de croissance rapide, l'Argentine devrait accuser un ralentissement économique considérable en 2012, avec un affaiblissement de la demande intérieure ainsi que de la croissance de la production agricole. Une aggravation de la crise de la zone euro présenterait des risques importants pour l'Amérique latine et les Caraïbes, en particulier parce qu'elle donnerait probablement lieu à un nouveau ralentissement mondial, avec un amoindrissement

de la demande de la part de la Chine et des États-Unis, qui sont pour l'Amérique latine les principaux pays de destination de leurs exportations.

25. Le taux de croissance moyen des pays les moins avancés devrait être de 4,1 % en 2012, soit 2 points de pourcentage de moins que ce qui était prévu dans le rapport *Situations et perspectives de l'économie mondiale, 2012*. Cette révision à la baisse marquée tient essentiellement aux résultats très décevants du Soudan et du Yémen, qui restent enlisés dans des conflits. À l'exception de ces pays, la croissance économique des pays les moins avancés tournerait autour de 6,5 % en 2012. Dans ceux de ces pays qui exportent des produits de base, comme l'Angola, les cours élevés de ces produits et le renforcement des capacités de production, laissent présager une croissance soutenue. Il n'en reste pas moins que ces économies restent vulnérables à toute volatilité des marchés de produits de base et qu'elles présentent un risque majeur d'effondrement en cas de chute prononcée du cours des produits de base, par exemple si le ralentissement de la croissance mondiale s'aggravait. Étant donné le rôle essentiel du secteur de l'agriculture dans la plupart des pays les moins avancés, de nouvelles sécheresses, en particulier dans la Corne de l'Afrique ou dans la région du Sahel, présenteraient aussi des risques gravissimes.

Risques et incertitudes

26. Étant donné la fragilité de l'économie mondiale, les perspectives de base pour 2012 et 2013 sont fortement sujettes à caution. Les risques à la baisse sont prépondérants, notamment en ce qui concerne l'approfondissement de la crise de la dette dans la zone euro et un nouvel essor des prix mondiaux de l'énergie par suite de l'aggravation des tensions géopolitiques.

L'aggravation de la crise dans la zone euro, principale menace pesant sur la croissance mondiale

27. À l'heure actuelle, la crise dans la zone euro reste la principale menace pour la croissance mondiale pendant la période considérée. Une aggravation de cette crise provoquerait des troubles considérables sur les marchés financiers et une forte aversion au risque à l'échelle mondiale, se soldant par une contraction de l'activité économique dans l'ensemble des pays développés, avec des effets de contagion pour les pays en développement et les économies en transition.

28. Bien que des progrès aient été accomplis au début de l'année 2012 pour relâcher les tensions sur les marchés financiers, les décideurs de la zone euro ne se sont toujours pas attaqués aux problèmes fondamentaux dont l'enchevêtrement forme l'écheveau de la crise. Ils restent confrontés à des difficultés majeures liées à la fragilité des institutions financières et au niveau élevé de la dette souveraine. Les déséquilibres structurels dans la zone euro et le climat d'atonie leur compliquent la tâche. Le taux de chômage moyen dans la région est à son niveau le plus haut depuis l'introduction de la monnaie commune et de nombreux pays doivent faire face à une croissance anémique ou à la récession sur fond de désendettement des entreprises et des ménages, tandis que les politiques d'austérité se poursuivent.

29. Si les prix des actifs sont un peu moins volatiles et le coût des prêts interbancaires un peu moins élevé depuis le début de 2012, essentiellement grâce aux opérations de refinancement à long terme engagées par la Banque centrale européenne, le secteur financier reste extrêmement fragile en Europe. Les initiatives

visant à purger les bilans des banques des actifs peu ou pas performants ont été compliquées par la lenteur de la croissance des économies européennes et leur exposition croissante aux risques liés à la dette souveraine. Le fait que la croissance de nombreuses économies d'Europe connaisse une phase de stagnation ou de déclin et la persistance du problème de la dette souveraine dans la zone euro amoindrissent encore la qualité des actifs bancaires. De nombreuses banques européennes comptent donc se débarrasser d'encore plus d'actifs dans les prochaines années pour constituer des volants de fonds propres et réduire leur exposition aux marchés financiers. Les avoirs qui devraient être vendus au cours des deux prochaines années représenteraient, d'après les estimations actuelles, un montant total d'environ 2 000 milliards de dollars. Le désendettement des banques est nécessaire pour renforcer leur position à long terme mais, à court terme, cela resserrera le crédit, affaiblissant encore un peu plus l'économie réelle. De fait, l'offre de crédits bancaires a continué de diminuer dans certains pays d'Europe même après les opérations de refinancement à long terme. En dépit des efforts déployés récemment par la Banque centrale européenne, la situation n'est toujours pas normale sur les marchés du financement bancaire : le risque de crédit bancaire reste important et les investisseurs ont peu confiance dans les banques comme en témoigne les prix peu élevés des valeurs bancaires. Compte tenu du taux de chômage toujours élevé, de la poursuite du cycle de désendettement des ménages et du maintien des mesures d'austérité par les pouvoirs publics, le risque que l'Europe entre dans une spirale négative déflationniste est très important.

30. Les politiques d'austérité ont déjà enfoncé de nombreux pays d'Europe dans la récession et n'ont pas porté leurs fruits du point de vue de l'assainissement des finances publiques, en particulier dans les pays de la zone euro grevés de dettes, comme la Grèce et le Portugal, qui ont déjà bénéficié des plans de sauvetage de l'Union européenne et du Fonds monétaire international, et l'Italie et l'Espagne, qui ont vu les coûts du financement public décoller en 2011. D'autres pays de la zone euro ont aussi sombré de nouveau dans la récession après une période d'austérité budgétaire au cours des deux dernières années. La faiblesse de la croissance et le chômage élevé sont les deux principaux fléaux dans la région. Comme la plupart des échanges commerciaux se font entre pays de la zone euro, la faiblesse de la demande dans un de ces pays a des effets de contagion sur les autres.

31. À l'heure actuelle, c'est la situation en Italie et en Espagne qui présente les risques les plus importants pour la zone euro, dans la mesure où la taille de leur dette excéderait probablement les capacités des fonds de secours dans la région. Ce que l'on craint le plus, c'est que l'Espagne sombre dans une spirale négative d'austérité et de récession, ce qui augmenterait ses coûts d'emprunt, provoquerait de nouveaux troubles sur les marchés et exigerait un plan de sauvetage (les fonds disponibles ne seraient même pas suffisants dans le cas de l'Italie). Un tel scénario relancerait probablement les spéculations sur un éclatement de la zone euro et s'accompagnerait de nouveaux troubles sur les marchés financiers et d'un recul marqué de l'activité économique mondiale.

Risque d'un recul de l'économie mondiale causé par une flambée du cours du pétrole

32. Les pays exportateurs de pétrole profitent des prix élevés du baril, tandis que l'activité économique des pays importateurs de pétrole en pâtit. Un baril à plus de 100 dollars serait préjudiciable pour la demande mondiale, mais ce scénario serait

encore plus grave si l'explosion des prix découlait d'une rupture de l'approvisionnement due par exemple à des facteurs géopolitiques. L'embargo prononcé par l'Union européenne et les États-Unis sur les importations de pétrole en provenance de l'Iran a d'ores et déjà exercé une pression à la hausse sur le cours du pétrole. Son impact peut être atténué si les autres producteurs augmentent leur offre. On estime par exemple les capacités inutilisées de l'Arabie saoudite à 2, 8 millions de barils par jour, ce qui serait largement suffisant pour compenser un arrêt total de l'approvisionnement de la part de l'Iran, qui exporte un montant net de 1, 4 million de barils par jour. En revanche, la fermeture du détroit d'Ormuz, qui est à craindre en cas d'aggravation des tensions géopolitiques, empêcherait environ 10 millions de barils par jour d'atteindre les marchés internationaux, ce qui excède largement les capacités inutilisées dans la région du Golfe et ailleurs.

33. D'après les estimations du Fonds monétaire international, si les autres producteurs n'augmentent pas leur offre de pétrole, un arrêt des exportations en provenance d'Iran entraînerait automatiquement une augmentation mondiale de 20 à 30 % du prix du baril³ L'inquiétude suscitée par les autres risques de rupture d'approvisionnement pourrait entraîner une hausse des prix encore plus importante qui viendrait miner la demande mondiale. Étant donné les conditions économiques mondiales actuelles, relativement mauvaises, une augmentation du prix du baril de 50 % sur les deux prochaines années pourrait entraîner une baisse du produit mondial brut allant de 0,5 à 1 point de pourcentage⁴. Ces retombées pourraient être encore plus graves si elles s'accompagnaient d'une augmentation du cours des autres produits de base et si le climat d'incertitude provoquait des troubles sur les marchés, des hypothèses que le Fonds n'a pas prises en considération dans ces prévisions.

34. Les pays importateurs de pétrole à forte intensité énergétique fondée sur les combustibles fossiles seraient durement frappés. L'augmentation de 32 dollars du prix moyen du baril en 2011 s'est soldée par un transfert d'un montant net de 450 milliards de dollars des pays importateurs aux pays exportateurs de pétrole. En particulier dans les pays en développement, qui manquent de réserves stratégiques ou fiscales pour indemniser leurs producteurs, les consommateurs subissent une hausse de l'inflation due à l'augmentation du prix de l'énergie. Les perspectives de croissance de ces pays seraient encore limitées par une nouvelle hausse des prix. Si le cours élevé du pétrole donnera sûrement lieu à la recherche de solutions de substitution à la consommation de combustible fossile et permettra à terme d'améliorer le rendement énergétique, ce qui constituerait un progrès sur la voie d'une croissance verte, il existe des moyens moins douloureux d'y parvenir. À cet égard, la reprise des négociations entre la République islamique d'Iran et la communauté internationale et l'éloignement du risque d'un conflit militaire sont de bonnes nouvelles pour la santé de l'économie mondiale.

³ FMI, *Perspectives de l'économie mondiale*, avril 2012 : *Une reprise en cours, mais qui reste en danger*, p. 15.

⁴ Estimations établies à partir du modèle de prévisions économiques mondiales de l'ONU. La consommation et la demande d'investissements chuteraient dans les pays importateurs de pétrole et ne serait qu'en partie compensée par une augmentation de la demande d'importations dans les pays exportateurs de pétrole.

Recommandations

35. Étant donné la morosité des perspectives concernant l'économie mondiale, avec de graves risques de ralentissement, les dirigeants mondiaux se heurtent à d'énormes difficultés dans de nombreux domaines. Des mesures audacieuses ont été prises dans l'espoir de renforcer le système bancaire par des injections massives de liquidités et l'adoption de nouvelles dispositions en matière de fonds propres. En Europe, on a pu éviter une nouvelle aggravation de la crise de la dette souveraine grâce au plan de sauvetage de la Grèce, à l'établissement d'un nouveau pacte budgétaire, aux achats de dette souveraine par la Banque centrale européenne et à la mise en place d'un filet de sécurité financière. Mais aucune de ces mesures n'offre de solution durable permettant de retrouver la stabilité financière, d'assurer le redressement économique et de mettre un terme à la crise de l'emploi. De toute évidence, les efforts déployés pour rétablir la durabilité de la dette au moyen de politiques d'austérité budgétaire ont été contre-productifs. Dans un contexte caractérisé par de vastes écarts de production, un chômage endémique, les doutes concernant les investissements et la fragilité financière, l'abandon des mesures de stimulus budgétaire a rendu la demande mondiale encore plus atone, interdit toute reprise de la croissance et maintenu le chômage à un taux élevé, empêchant par là même tout assainissement des finances publiques. Les décideurs des pays développés misent désormais leur espoir dans les réformes structurelles pour jeter les bases d'une croissance plus soutenue à moyen terme. Toutefois, les pays développés se voient désormais pris au piège d'une croissance faible, ce qui complique leurs efforts pour accomplir des réformes structurelles et limite également les perspectives de croissance des pays en développement en réduisant leurs possibilités d'exportation et en augmentant la volatilité des flux de produits de base et de capitaux.

36. Des efforts plus concertés et plus cohérents devront être déployés à l'échelle nationale et internationale pour sortir du cercle vicieux du désendettement, du chômage, de l'austérité budgétaire et de la fragilité du secteur financier. Comme recommandé dans le rapport *Situations et perspectives de l'économie mondiale*, 2012, il faudra adopter des approches plus volontaires mais aussi variées sur au moins quatre fronts différents.

Réorientation et coordination des politiques budgétaires

37. Sur le plan budgétaire, les politiques appliquées à l'heure actuelle dans les pays développés, en particulier en Europe, ne vont pas dans le bon sens et ne font que plonger un peu plus les économies dans la crise et aggraver le risque d'un nouveau ralentissement mondial. Les programmes d'austérité budgétaire, qui ont été appliqués de manière drastique dans de nombreux pays d'Europe et les mesures modérées d'austérité prises dans d'autres pays comme l'Allemagne et la France, risquent d'entraîner un cercle vicieux, avec d'énormes coûts sur les plans économique et social. Dans les conditions actuelles, caractérisées par une faible activité dans le secteur privé et le manque de confiance de la part des investisseurs et des consommateurs, les mesures d'austérité qui ont été appliquées de manière simultanée dans toute l'Europe se sont avérées contreproductives puisque la réduction massive des dépenses publiques ne fait qu'aggraver le chômage, avec des répercussions négatives sur la croissance et les recettes fiscales. Ces politiques risquent aussi d'assombrir les perspectives à long terme, par exemple si la

diminution des dépenses dans l'enseignement a pour conséquence une moindre qualité du capital humain. Il est donc indispensable de changer le cours des politiques budgétaires et de mettre l'accent à court terme moins sur les tentatives d'assainissement des finances publiques que sur une croissance solide, qui permettrait d'assurer la viabilité budgétaire à moyen et long terme.

38. Il faut donc éviter toute austérité budgétaire prématurée et l'assainissement des finances publiques devrait être vu comme un objectif à moyen terme plutôt que comme une nécessité sur le court terme. À l'opposé des tendances actuelles, les gouvernements des économies avec de faibles coûts de financement sur les marchés financiers devraient laisser agir les stabilisateurs automatiques tout en maintenant ou même en renforçant la relance budgétaire à court terme au moyen du déficit.

39. Puisque certains pays ne disposent de toute évidence que d'une marge de manœuvre très limitée sur le plan budgétaire, il est essentiel de coordonner les mesures prises à l'échelle internationale. En Europe, en lieu et place du processus actuel d'ajustement asymétrique et déflationniste dont le poids pèse essentiellement sur les pays surendettés, il serait souhaitable d'adopter une approche plus symétrique et progressive dans le cadre de laquelle les pays bénéficiant d'un volant budgétaire plus large pourraient favoriser la relance dans l'ensemble de la zone euro, en facilitant par là même le relèvement des pays surendettés, dont le fardeau serait quelque peu allégé, ainsi qu'en instaurant pour tous les pays des conditions plus propices à la mise en place ultérieure de réformes structurelles et de plans d'assainissement des finances publiques. Les États-Unis devraient également adopter une approche par étapes du même type. La première priorité devrait être la relance de la demande pour réduire le chômage, notamment au moyen d'investissements publics et de créations directes d'emplois. Cela favoriserait le désendettement des ménages et permettrait un accroissement de la demande par suite de l'augmentation des revenus des consommateurs. À moyen terme, des investissements dans les infrastructures et d'autres mesures de nature structurelle permettraient de renforcer la compétitivité des industries exportatrices, donnant ainsi à la Chine et aux autres économies asiatiques le temps nécessaire pour recentrer leur croissance sur la demande intérieure, avec de moindres excédents commerciaux.

40. De leur côté, à court terme, de nombreux pays en développement devront essayer d'éviter que les cours élevés et volatiles des denrées alimentaires et des produits de base et l'instabilité des taux de change ne nuisent à la croissance et n'entraînent leurs économies vers un autre cycle d'expansion-récession. Ils devront donc veiller à ce que les politiques macroéconomiques s'inscrivent dans une stratégie anticyclique d'ensemble transparente, prévoyant l'utilisation des fonds de stabilisation budgétaire et une meilleure réglementation macroprudentielle des banques et du compte de capital afin d'atténuer l'impact de la volatilité des prix des produits de base et des flux de capitaux.

Repenser les politiques macroéconomiques et structurelles pour l'emploi et le développement durable

41. Le deuxième défi connexe consiste en la refonte des politiques fiscales – et des politiques économiques en général – pour renforcer leur impact sur l'emploi et faciliter le passage d'une stratégie de relance axée sur la demande à des changements structurels favorisant une croissance économique plus durable.

Plusieurs pays en développement, comme l'Argentine, la Chine et la République de Corée, ont pris des mesures efficaces sur cette voie, notamment en effectuant des investissements dans les infrastructures et en adoptant des mesures incitatives pour promouvoir les économies d'énergie. La méthode la plus efficace pour soutenir la demande, soit directement par des baisses d'impôts ou des subventions salariales, soit indirectement en procédant à des investissements dans les infrastructures et les nouvelles technologies, peut varier selon les pays, mais la plupart du temps, les dépenses publiques directes ont de fortes retombées en matière d'emploi.

Lutter contre l'instabilité des marchés financiers

42. Le troisième défi est de non seulement améliorer les synergies entre relances monétaire et budgétaire, mais aussi de mieux coordonner les politiques monétaires et la réforme du cadre réglementaire du secteur financier. Il faut que les pays développés poursuivent des politiques monétaires expansionnistes tout en endiguant leurs effets négatifs. La Federal Reserve Bank des États-Unis, la Banque centrale européenne et la Banque du Japon ont maintenu leurs taux directeurs au plus bas et ont de plus en plus recours à des mesures monétaires non traditionnelles, notamment à des programmes d'assouplissement quantitatif. L'augmentation subséquente de la masse monétaire rend les marchés financiers plus liquides, et parfois moins volatiles, mais a des retombées majeures sur les pays en développement, qui ont souffert au cours des deux dernières années d'une extrême volatilité des flux de capitaux, des taux de change et des prix des actifs. Cette situation a souvent eu pour effet de réduire leur marge de manœuvre et de miner l'activité réelle. À l'avenir, les tensions actuelles devraient se confirmer : contraints de stimuler les flux de crédit et de promouvoir l'activité économique, les pays développés continueront d'avoir recours à des politiques monétaires expansionnistes, des injections de liquidités à plus large échelle étant envisageables. Cela pourrait avoir pour effet de diriger des flux de capitaux massifs à destination des pays en développement, en particulier ceux d'Asie orientale et d'Amérique latine. Dans ce contexte, les gouvernements et les banques centrales devraient renforcer leurs instruments macroprudentiels, comme susmentionné.

43. Une réforme plus rapide du cadre réglementaire s'impose dans le secteur financier pour venir à bout du cercle vicieux de la faiblesse de la croissance dans les pays développés et juguler la volatilité des flux de capitaux dans le cas des pays en développement. L'insuffisance de la réglementation et du contrôle du secteur financier constitue un des premiers facteurs explicatifs de la crise financière mondiale de 2008/09. Depuis lors, la réforme de la réglementation est une priorité aussi bien à l'échelle nationale (en particulier aux États-Unis et dans l'Union européenne) que sur le plan international, notamment dans le cadre du Groupe des Vingt, du Conseil de la stabilité financière et du Comité de Bâle sur le contrôle bancaire. Mais si des progrès ont été accomplis pour identifier et explorer les domaines à réformer au plus vite et formuler des recommandations, les résultats concrets se laissent attendre. Par ailleurs, faute de coordination entre les organes nationaux, une mosaïque de réglementations a vu le jour, avec des incohérences flagrantes entre juridictions. La stabilité financière mondiale ne saurait être assurée en l'absence d'un cadre coordonné complet, contraignant et coordonné à l'échelle internationale. Des normes et principes internationaux communs, appliqués dans chaque juridiction, sont nécessaires pour limiter l'arbitrage réglementaire, notamment le passage des activités risquées à des environnements moins strictement

réglementés, et pour permettre un contrôle suffisant. S'agissant des domaines prioritaires identifiés par le Groupe des Vingt, des progrès ont été accomplis pour améliorer la résilience du secteur bancaire, la plupart des banques remplissant désormais les nouvelles conditions minimales fixées dans le cadre du dispositif Bâle III, à savoir un objectif de 4,5 % d'actions ordinaires pour les fonds propres de base, même si la situation du secteur bancaire européen reste problématique. La question des « institutions trop grandes pour sombrer », d'une importance fondamentale, n'a pas été suffisamment étudiée et l'aléa moral s'est peut-être encore accru au lendemain des plans de sauvetage et de prise en main. Enfin, bien qu'il ait joué un rôle de premier plan dans l'éclatement de la crise financière, le système bancaire parallèle reste largement non réglementé. Étant donné la fragilité des systèmes financiers mondiaux et les énormes risques qu'elle présente, il est urgent de réglementer plus rapidement le système financier à l'échelle internationale.

Assurer le financement du développement

44. Le quatrième défi est de s'assurer que des ressources suffisantes soient mises à la disposition des pays en développement, surtout ceux qui possèdent peu de marge de manœuvre budgétaire et qui doivent répondre à des besoins urgents. Ces ressources seront nécessaires pour accélérer le rythme des progrès sur la voie des objectifs du Millénaire et pour financer des investissements favorisant une croissance solide et durable, en particulier pour les pays les moins avancés. Les politiques d'austérité budgétaire mises en œuvre dans les pays donateurs les ont amenés à revoir à la baisse le montant de leur aide publique au développement, qui a accusé un déclin sensible en termes réels en 2011. Outre le respect des engagements qu'ils ont pris en matière d'aide au développement, les pays donateurs devraient envisager des mécanismes permettant de dissocier les flux d'aide de leurs cycles économiques, afin d'éviter les déficits d'aide en temps de crise, lorsque les besoins sont le plus pressants. On pourrait par exemple adopter des taxes internationales (par exemple sur les transports aériens, sur les transactions monétaires ou des taxes sur le carbone) pour financer le développement et les biens publics mondiaux comme proposé dans le dernier rapport *La situation économique et sociale dans le monde*⁵.

Lutter contre le chômage par le rééquilibrage mondial

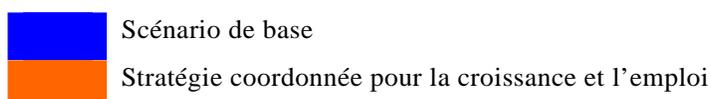
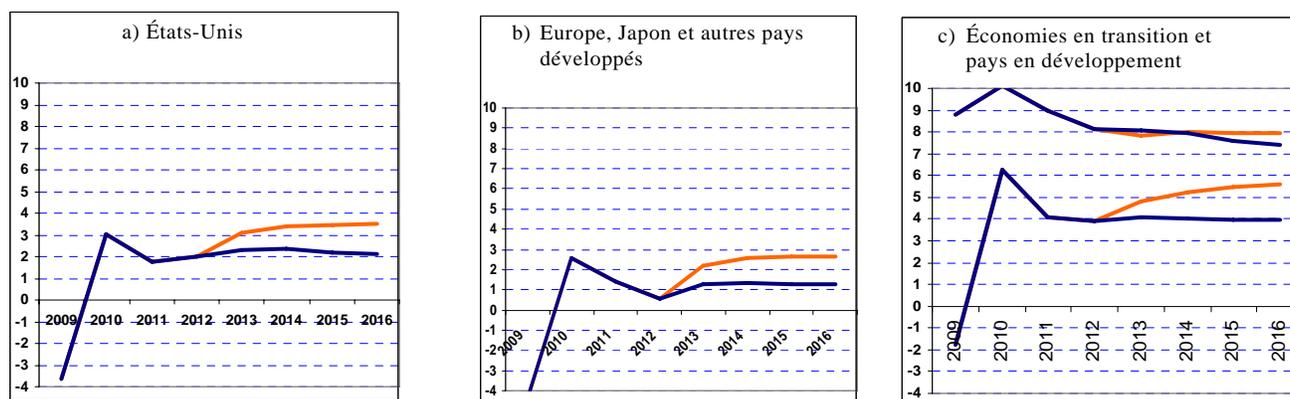
45. Un programme axé sur l'emploi et la croissance est compatible, comme indiqué plus haut, avec la réduction à moyen terme de la dette publique et avec un certain rééquilibrage au niveau mondial, comme précisé dans le nouveau scénario coordonné formulé au moyen de l'outil de modélisation des politiques mondiales dans le rapport intitulé *Situations et perspectives de l'économie mondiale, 2012*⁶. Si les politiques en vigueur sont poursuivies sans que s'aggrave la crise de l'euro, la croissance du produit mondial brut serait au mieux de 2,9 % par an en moyenne, ce qui est loin d'être suffisant pour résoudre la crise de l'emploi ou réduire les ratios d'endettement public. L'autre scénario, fondé sur le programme susmentionné, prévoit l'abandon des politiques d'austérité budgétaire au profit de la création d'emplois, notamment par des dépenses dans les infrastructures, des programmes

⁵ Voir *La situation économique et sociale dans le monde à la recherche de nouveaux modes de financement du développement* (publication des Nations Unies, numéro de vente : F.12.II.C.1).

⁶ *Situations et perspectives de l'économie mondiale, 2012* (publication des Nations Unies, numéro de vente : E.12.II.C.2).

d'efficacité énergétique et des programmes sociaux et les taxes et subventions visant à stimuler l'investissement privé dans ces domaines, la poursuite des politiques monétaires expansionnistes avec une meilleure réglementation du compte de capital qui permettrait de limiter la volatilité des flux de capitaux et le renforcement de l'aide apportée aux nations les plus pauvres en matière de développement. D'après les simulations de l'outil de modélisation des politiques mondiales, selon un tel scénario, le produit mondial brut augmenterait à un taux moyen de 4,0 % entre 2013 et 2016, les rapports entre dette publique et produit intérieur brut se stabiliseraient et commenceraient de décroître à partir de 2016, voire plus tôt, et le déficit d'emplois serait comblé d'ici à 2016 (voir fig. III).

Figure III

Stratégie coordonnée à l'échelle internationale pour la croissance et l'emploi**A. Taux d'emploi (en pourcentage de la population active)****B. Taux de croissance du produit intérieur brut (en pourcentage)**

Source : Outil de modélisation des politiques mondiales du Département des affaires économiques et sociales de l'Organisation des Nations Unies, consultable à l'adresse suivante : <http://www.un.org/esa/policy/publications/ungpm.html>.